

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C
BUREAU C4

INSTRUCTION N° 84-33-B3
du 23 février 1984

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

AVANTAGES FAMILIAUX RATTACHÉS AUX PENSIONS DE L'ÉTAT
DONT LES TITULAIRES RÉSIDENT A L'ÉTRANGER

ANALYSE

Cessation, au regard de l'attribution des prestations, des effets de la décision par laquelle a été prorogée, postérieurement à l'intervention de l'article R. 33 du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie réglementaire) annexé au décret n° 66-809 du 28 octobre 1966, la validité des régimes d'avantages familiaux alors en vigueur au profit des pensionnés résidant hors de France, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer de la République.

Maintien en paiement des prestations de ces régimes attribuées à la date de réception de la présente instruction.

DOCUMENTS A ANNOTER

Circulaire n° 463 du 28 mai 1947, titres III et IV (Bulletin des services du Trésor n° 31 G de 1947, p. 284 à 291).
Circulaire n° 464 du 29 mai 1947, titres III et IV (Bulletin des services du Trésor n° 32 G de 1947, p. 317 à 321).
Circulaire n° 1116 du 29 mai 1952, chapitre III, section III (Bulletin des services du Trésor n° 48 G de 1952, p. 454 à 459).
Circulaire n° 1169 du 5 novembre 1952 (Bulletin des services du Trésor n° 82 G de 1952).
Instruction n° 68-23-B3 du 20 février 1968, chapitre II, section I, § 42 et 43).
Instruction n° 80-9-SPÉ-B3 du 27 mai 1980.
Instruction n° 81-28-SPÉ-B3 du 25 février 1981.

DIFFUSION

P1

5

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGT	TPG	DOM	TGE	TOM	CPE
-----	-----	-----	-----	-----	-----

INSTRUCTION N° 84-33-B3
du 23 février 1984

— 2 —

1. L'article R. 33 du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie réglementaire) annexé au décret n° 66-809 du 28 octobre 1966 portant notamment règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme de la partie législative de ce code, ne prévoit l'attribution de prestations familiales ou avantages familiaux similaires qu'au profit des retraités qui résident en métropole ou dans les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer de la République.
2. L'instruction n° 68-23-B3 du 20 février 1968 a toutefois prescrit le maintien des régimes d'avantages familiaux applicables à la date du 30 novembre 1964, veille de la date d'entrée en vigueur de la loi du 26 décembre 1964, aux pensionnés de l'État exclus du champ d'application de l'article R. 33 précité du Code des pensions civiles et militaires de retraite, à savoir :
 - le régime des allocations du Code de la famille applicable aux pensionnés résidant en Algérie, au Maroc et en Tunisie;
 - les divers régimes d'avantages familiaux institués en exécution des dispositions de l'article 5 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, applicables aux pensionnés résidant dans les États du Sénégal, du Congo, du Gabon, de la République centrafricaine, du Tchad, de Madagascar, de Côte-d'Ivoire, du Bénin, de Haute-Volta, du Niger, de Mauritanie, du Togo, du Cameroun, du Mali, de Guinée, du Vanuatu, aux Comores, à Djibouti, et dans les anciens établissements français dans l'Inde;
 - le régime des indemnités pour charges de famille applicable aux pensionnés qui résident dans les autres États étrangers, y compris les anciens États associés d'Indochine.
3. Pour mettre un terme à la situation rappelée ci-dessus, il a été décidé de supprimer les régimes dérogatoires au Code des pensions civiles et militaires de retraite consentis au profit de certains pensionnés résidant à l'étranger, ou dont les enfants résident à l'étranger. Dès la date de réception de la présente instruction, aucune prestation de ces régimes ne devra donc plus être attribuée.
4. A titre transitoire, les avantages actuellement attribués seront laissés en paiement jusqu'à l'expiration de leur durée normale de validité. Il ne sera pas accordé de prolongation pour études, apprentissage ou infirmité. Le droit à avantages familiaux rattaché à une pension personnelle prendra fin au décès du titulaire.
5. Le montant des avantages servis ne pourra faire l'objet d'aucune majoration, notamment par la prise en compte d'un nouvel enfant.
6. Demeure inchangée la situation des pensionnés qui, bien qu'ils résident à l'étranger ou que leurs enfants y résident, ont droit aux prestations familiales de la métropole, directement ou sous forme d'allocation différentielle. En particulier, les pensionnés qui résident en Andorre continueront de percevoir les prestations familiales françaises.
7. Sont maintenus ou continueront d'être attribués (1) les accessoires pour enfants prévus par la législation française et non soumis à condition de résidence en France, c'est-à-dire :
 - les pensions temporaires d'orphelins et les majorations pour enfants du Code des pensions civiles et militaires de retraite;
 - les allocations et majorations pour enfants, les allocations spéciales pour enfant infirme et le supplément familial du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Le directeur de la Comptabilité publique,
Michel PRADA.

(1) Sous réserve, bien entendu, de l'application de l'article 71 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959, de l'article 170 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, ou de l'article 26 de la loi n° 81-734 du 3 août 1981.